

Un tiers du cheptel laitier menacé

🕒 04.11.16

Rabobank (/tag/Rabobank)

transformateur laitier (/tag/transformateur laitier)

nitrites (/tag/nitrites)



© Uberprutser/Wikipedia

La Rabobank s'alerte de la menace qui plane sur la dérogation à la directive nitrates des Pays-Bas. Elle pourrait mettre à mal près d'un tiers de leur production laitière.

Selon la Rabobank, Martijn van Dam, le ministre néerlandais de l'Agriculture, annonçait le 13 octobre 2016 l'abandon de l'accord sur les permis phosphates, visant leur réduction. « Après des années d'argumentation et de négociation », l'échec s'explique par une incompatibilité avec la réglementation européenne sur les aides d'État. Cet abandon sur les phosphates remet en cause une dérogation chère aux Pays-Bas : celle qui les autorise à un seuil de nitrates supérieur au reste de l'Europe.

500 000 vaches laitières sur la sellette

Pour une exploitation basée à 80 % sur l'herbe, la dose autorisée est de 250 kg/ha aux Pays-Bas contre 170 kg/ha partout ailleurs en Europe. Une exception accordée en reconnaissance de la nature intensive de l'agriculture du pays. Mais échouer à la mise en

place d'un mécanisme de restriction du phosphate remet en cause cette dérogation nitrates. « Si cela arrivait, cela signifierait une réduction de 30 % de la quantité de nitrates qui peut être appliquée sur le territoire », estime la Rabobank.

« Étant donné que la majorité des nitrates viennent des déjections plutôt que d'engrais artificiels, [la fin de la dérogation] pourrait effectivement signifier la nécessité de réduire de 30 % le cheptel laitier néerlandais », projette la Rabobank. En fonction de la variation de productivité par vache, la restriction pourrait correspondre à une réduction de 500 000 têtes, soit 30 % du troupeau national. L'équivalent de 3,5 millions de tonnes de lait seraient perdues. Les conséquences toucheraient les exploitants agricoles, mais également l'industrie de transformation.

M.B.